

Arrêté n°095-2023-ELE-022 portant organisation des élections pour le renouvellement des représentants des usagers au Conseil de l'IUT Lyon 1 et au Conseil de la faculté d'Odontologie

Le président de l'Université Claude Bernard Lyon 1,

SCRUTIN DU 25 AU 26 JANVIER 2024

Vu le code de l'éducation, et notamment ses articles L.712-3, L.719-1, L. 719-2 et D.719-1 à D.719-40 ;

Vu les statuts de l'université Claude Bernard Lyon 1 ;

Vu les statuts de l'IUT Lyon 1 ;

Vu les statuts de la faculté d'Odontologie ;

Vu les articles 2 à 17 du décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'Etat, à l'exception du III de l'article 2 du 7° de l'article 5 et de l'article 15 ;

Vu la décision cadre fixant les modalités d'organisation des élections par vote électronique en date du 21 janvier 2021 ;

Vu l'avis du Comité électoral consultatif.

ARRETE

Article 1 : Date du scrutin

Les élections des représentants des usagers du Conseil de l'IUT Lyon 1 et du Conseil de la faculté d'Odontologie se dérouleront :

Du jeudi 25 janvier 2024 à 8h00 au vendredi 26 janvier 2024 à 14h00 heures locales par un vote électronique.

Les opérations électorales se dérouleront selon le calendrier figurant en annexe 1 du présent arrêté.

Article 2 : sièges à pourvoir et durée des mandats

Le nombre de sièges à pourvoir pour les collèges de chaque conseil est fixé par les statuts des composantes conformément au tableau suivant :

| Composantes | Nombre de sièges |
|------------------------------------------|-----------------------------|
| IUT Lyon 1 Collège usagers | 5 titulaires + 5 suppléants |
| Faculté d'odontologie Collège usagers | 4 titulaires + 4 suppléants |

Les représentants des usagers sont élus pour une durée de deux ans.

Le mandat des nouveaux élus débutera à la date de la proclamation des résultats.

Article 3 : Modalités d'organisation du scrutin

Les représentants des usagers des conseils des composantes cités à l'article 2 sont élus au scrutin de liste à un tour à la proportionnelle, avec répartition des sièges restant à pourvoir selon la règle du plus fort reste, sans panachage. Chaque électeur vote pour une liste de candidats.

L'élection est organisée sous forme exclusive d'un vote électronique qui respecte les principes fondamentaux qui commandent les opérations électorales, notamment la sincérité des opérations électorales, l'accès au vote de tous les électeurs, le secret du scrutin, le caractère personnel, libre et anonyme du vote, l'intégrité des suffrages exprimés, la surveillance effective du scrutin et le contrôle a posteriori par le juge de l'élection.

Le vote par procuration n'est pas autorisé.

Article 4 : Modalités de fonctionnement du système de vote électronique

Le système de vote électronique mis en œuvre par le prestataire de vote respectera les modalités de fonctionnement suivantes :

- Le site de vote à l'attention des électeurs sera accessible 24h/24 entre la date et l'heure d'ouverture et la date et heure de clôture du vote au moyen de tout terminal usuel connecté à internet (ordinateur, tablette, smartphone) sans aucun téléchargement d'une application quelconque ;
- Chaque électeur disposera d'un identifiant et d'un mot de passe personnels. Son identifiant, son mot de passe et une donnée supplémentaire lui permettront de se connecter au site de vote et d'exprimer son ou ses votes ;
- Chaque électeur recevra au moins quinze jours avant le premier jour du scrutin une notice d'information détaillée sur les opérations électorales ;
- Via le site de vote, les électeurs accéderont aux informations relatives aux scrutins : listes de candidats, professions de foi et composition des bureaux de vote ;
- Pour voter, l'électeur accèdera, pour chacun des scrutins le concernant, aux candidatures lesquelles apparaîtront simultanément à l'écran selon un ordre aléatoire à chaque connexion à la plateforme de vote. Le vote blanc sera possible. L'électeur sera invité à exprimer son intention de vote. Celle-ci apparaîtra clairement à l'écran avant validation. La validation rendra définitif le vote et interdira toute modification ou suppression de suffrage exprimé ;
- Le suffrage exprimé est anonyme et chiffré par le système. Il est stocké dans l'urne électronique jusqu'au dépouillement sans avoir été déchiffré à aucun moment.
- L'émargement fait l'objet d'un horodatage. La transmission du vote et l'émargement font l'objet d'un accusé de réception que l'électeur a la possibilité de conserver.
- Un centre d'appels téléphonique, accessible par un numéro vert, chargé de répondre aux questions des électeurs pendant toute la période de vote sera mis en place ;

- Une procédure de réassort, à l'attention des électeurs ayant perdu ou n'ayant pas reçu leurs identifiants et/ou mots de passe, sera mise en place.

Article 5 : Modalités d'accès au vote pour les électeurs ne disposant pas d'un poste informatique

Dans l'hypothèse où un électeur ne disposerait pas d'un poste informatique, il sera mis à sa disposition un ou plusieurs postes informatiques dédiés en libre-service dans des conditions assurant la confidentialité du vote. La durée de mise à disposition est de la durée du scrutin.

L'accessibilité au matériel sera celle des périodes d'ouverture du service responsable de la surveillance du poste informatique concerné.

L'électeur pourra se faire assister pour voter par un électeur de son choix.

La localisation et les horaires d'accès à ces postes dédiés seront portés à la connaissance des électeurs dans un arrêté ultérieur.

Article 6 : Le bureau de vote

Il est créé un bureau de vote.

Le bureau de vote est composé d'un président, d'un secrétaire ainsi que d'un délégué de liste désigné par chacune des listes candidates.

Le rôle du bureau de vote centralisateur est de :

- Procéder aux opérations de scellement et de dépouillement ;
- Se prononcer sur les difficultés qui s'élèvent touchant les opérations électorales.

En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le secrétaire.

Les membres du bureau de vote bénéficient d'une formation sur le système de vote électronique utilisé.

La composition des bureaux de vote sera précisée par un arrêté ultérieur.

Article 7 : Clés de chiffrement

Le scellement est effectué par la combinaison d'au moins 2 clés de chiffrement, dont celle du président du bureau de vote ou de son représentant et celle d'au moins un délégué de site.

Chaque clé est attribuée selon une procédure garantissant aux attributaires qu'ils ont, seuls, connaissance du mot de passe associé à la clé qui leur est personnellement attribuée.

La répartition des clés de chiffrement se fait dans le respect des conditions suivantes :

- Au moins 3 clés de chiffrement sont éditées et attribuées à des membres du bureau de vote électronique.
- Au moins 2/3 des clés de chiffrement sont éditées et attribuées aux délégués de liste.

Au moins une clé est attribuée au président du bureau de vote et son représentant.

Une séance de répartition des clefs de chiffrement de scellement des urnes aura lieu **le mercredi 24 janvier 2024 à 15h00.**

Article 8 : Listes électorales et conditions d'exercice du droit de suffrage

Nul ne peut prendre part au vote s'il ne figure pas sur les listes électorales.

Les listes électorales sont établies en fonction des dispositions règlementaires. Le corps électoral du collège des usagers de l'IUT Lyon 1 et de la faculté d'Odontologie est composé des étudiants régulièrement inscrits dans la composante, des personnes bénéficiant de la formation continue, des auditeurs, des personnes préparant des diplômes de l'enseignement supérieur par la voie de l'apprentissage, des doctorants.

Les listes électorales sont arrêtées par le Président. Elles seront affichées **au plus tard le vendredi 22 décembre 2022** dans toutes les implantations concernées par les élections : le site de l'IUT et de la faculté d'odontologie. Elles peuvent être consultées :

- Sur l'espace intranet ;
- Auprès de la Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles de l'université (Site de la Doua-bâtiment MUDD- 1^{er} étage).

Les conditions d'exercice du droit de suffrage sont fixées à l'article D. 719-14 du code de l'éducation et rappelées en **annexe 2** du présent arrêté.

Il convient de distinguer les électeurs inscrits d'office sur les listes électorales des électeurs dont l'inscription est soumise à une demande de leur part.

Tout usager remplissant les conditions pour être inscrit d'office qui constaterait que son nom ne figure pas sur les listes électorales peut demander à faire procéder à son inscription jusqu'au jour de la réunion de scellement des urnes, soit jusqu'au **mercredi 24 janvier 2024**, selon les modalités définies à l'**annexe 3** du présent arrêté.

Les personnes dont l'inscription sur les listes électorales est subordonnée à une demande de leur part devront en avoir fait la demande au plus tard cinq jours francs avant la réunion de scellement des urnes, soit le **jeudi 18 janvier 2024 au plus tard**, dans les conditions prévues à l'**annexe 3** du présent arrêté.

Article 9 : Conditions d'éligibilité et candidatures

Sont éligibles tous les électeurs régulièrement inscrits sur les listes électorales. Le Président de l'Université vérifie l'éligibilité des candidats. S'il constate l'inéligibilité d'un candidat, il réunit le comité électoral consultatif pour avis. Le cas échéant, le délégué de la liste en sera informé et il sera demandé qu'un autre candidat de même sexe soit substitué au candidat inéligible dans un délai maximum d'un jour franc à compter de cette demande. A l'expiration de ce délai, les listes qui ne satisfont pas aux conditions mentionnées à l'article D. 719-22 du code de l'éducation seront rejetées par une décision motivée.

Le dépôt des candidatures, dont les modalités sont présentées en **annexe 4** du présent arrêté, est obligatoire.

Les dossiers sont à déposer auprès de la direction administrative de la composante **jusqu'au 15 janvier 2024 à 12h00, délai de rigueur.**

Les listes des candidats seront portées à la connaissance des électeurs au plus tard, à l'expiration du délai de rectification, soit le **vendredi 19 janvier 2024**.

Article 10 : Propagande électorale

L'université assure une stricte égalité entre les listes de candidats.

La propagande est autorisée à compter de la publication du présent arrêté, y compris le jour du scrutin. Cependant, elle est interdite pendant toute la durée du scrutin dans les lieux où sont installés les postes informatiques dédiés.

Avant la date de publication des candidatures recevables, les candidats potentiels et les listes de candidats potentiels assurent la diffusion de leur propagande électorale par leurs propres moyens.

La propagande électorale ne doit pas occasionner de trouble ou d'interruption de service.

L'affichage s'exerce dans le respect des dispositions du règlement intérieur de l'université. L'affichage relatif aux élections est autorisé sur les panneaux spécifiques. Tout affichage sauvage est interdit.

Article 11 : Dépouillement

Aucun résultat partiel ne sera accessible pendant le déroulement du scrutin.

A la clôture du scrutin, le contenu de l'urne, les listes d'émargement et les états courants gérés par les serveurs sont figés, horodatés et scellés automatiquement sur l'ensemble des serveurs, dans des conditions garantissant la conservation des données.

La présence du président du bureau de vote centralisateur (ou le secrétaire) et d'au moins deux délégués de liste parmi les détenteurs de clés est indispensable pour autoriser le dépouillement.

Les opérations de dépouillement sont publiques et se dérouleront le **vendredi 26 janvier 2024 à 14h30**. Le lien de connexion sera diffusé **au moins 5 jours avant la réunion de dépouillement**.

Le dépouillement sera actionné par les clés de déchiffrement, remises aux membres du bureau désignés conformément à l'article 6 du présent arrêté.

Le décompte des voix obtenues par chaque liste apparaît lisiblement à l'écran et fait l'objet d'une édition sécurisée afin d'être porté au procès-verbal.

Le bureau de vote contrôle que la somme des suffrages exprimés et des votes blancs émis par voie électronique correspond au nombre de votants de la liste d'émargement électronique.

Il est rappelé que tout électeur peut demander au bureau de vote ou à un délégué de liste l'inscription au procès-verbal de toute observation, protestation ou contestation.

Le système de vote électronique est scellé après la décision de clôture du dépouillement prise par le président du bureau de vote.

Le scellement interdit toute reprise ou modification des résultats.

Le procès-verbal de dépouillement est transmis par le Président du bureau de vote au Président de l'Université qui proclamera les résultats.

Article 12 : Proclamation des résultats

Les résultats sont proclamés par le Président de l'Université **au plus tard le lundi 29 janvier 2024.**

Article 13 : Modalités de recours contre les élections

Le médiateur académique peut être saisi des réclamations concernant les opérations électorales.

La commission de contrôle des opérations électorales assure les missions qui lui sont confiées par l'article D.719-39 du Code de l'éducation.

Elle est saisie au plus tard le cinquième jour suivant la proclamation des résultats. Elle doit statuer dans un délai de quinze jours.

Tout électeur peut invoquer l'irrégularité ou la nullité des opérations électorales devant le tribunal administratif compétent.

Ce recours n'est valable que s'il a été précédé d'un recours préalable devant la commission de contrôle des opérations électorales.

Les recours sont portés auprès du Président de la commission de contrôle des opérations électorales à l'adresse suivante, sous couvert du Président de l'Université :

Université Claude Bernard, Lyon 1

Président de la Commission de contrôle des opérations électorales sous couvert du Président de l'Université

DAJI – Maison de l'Université Domitien DEBOUZIE

43, bd du 11 novembre 1918

69622 VILLEURBANNE cedex

Le tribunal administratif doit être saisi au plus tard le sixième jour suivant la décision de la commission de contrôle des opérations électorales.

Article 14 : Exécution du présent arrêté

Le Directeur Général des Services de l'Université Claude Bernard Lyon 1 est chargé de l'exécution du présent arrêté qui tient lieu de convocation du collège électoral et sera porté à la connaissance des électeurs par voie d'affichage et sur les espaces intranet des composantes concernées.

Fait à Villeurbanne, le 27 novembre 2023

Le Président de l'université,
Frédéric Fleury



Annexe n°1 : Calendrier électoral

| Opération électorale | Délais réglementaires | Echéance |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|
| Affichage des listes électorales | 20 jours au moins avant la date de scrutin | Au plus tard le vendredi 22 décembre 2023 |
| Envoi aux électeurs d'une notice d'information détaillée sur le déroulement des opérations électorales + moyen d'authentification lui permettant de participer au scrutin | Au moins 15 jours avant le premier jour du scrutin | Au plus tard mardi 9 janvier 2024 |
| Date limite de dépôt des candidatures | Dans un délai compris entre 15 jours francs maximum et 5 jours francs minimums avant la date du scrutin (si le chef d'établissement ne prévoit pas la transmission dématérialisée des candidatures et profession de foi | Au plus tard le 15 janvier 2024 à 12h00 |
| Saisine du CEC si inéligibilité d'un candidat | Réunion CEC dans le délai prévu dans la décision d'organisation des élections (art D719-24 du code de l'éducation). | Mardi 16 janvier (si nécessaire) |
| Date limite de rectification pour inéligibilité | 2 jour franc à compter de la notification au délégué de liste | |
| Affichage arrêté des candidatures | Immédiatement affichées à l'expiration du délai de rectification | Au plus tard le vendredi 19 janvier |
| Date limite de demande d'inscription pour les électeurs soumis à demande | | Au plus tard le jeudi 18 janvier |
| Date limite de demande d'inscription pour les électeurs de droit | | Jusqu'au scellement des urnes |
| Réunion de répartition des clefs de chiffrage et de scellement des urnes | | Mercredi 24 janvier 2024 |
| Scrutin | | Du jeudi 25 janvier au vendredi 26 janvier 2024 |
| Proclamation et affichage des résultats | Dans les 3 jours suivant la fin des opérations électorales | Au plus tard le lundi 29 janvier 2024 |

Annexe n° 2 : Conditions d'exercice du droit de suffrage

Sont électeurs et inscrits d'office sur les listes électorales :

1. Les personnes régulièrement inscrites dans la composante ayant la qualité d'étudiants (y compris les doctorants) en vue de la préparation d'un diplôme ou d'un concours.
2. Les personnes bénéficiant de la formation continue régulièrement inscrites en vue de la préparation d'un diplôme ou d'un concours.

Sont électeurs soumis à demande d'inscription, les auditeurs sous réserve :

1. qu'ils soient régulièrement inscrits,
2. qu'ils suivent les mêmes formations que les étudiants,
3. qu'ils en fassent la demande au plus tard le **18 janvier 2024** conformément à la procédure décrite en annexe 3.

Annexe n°3 : Procédure d'inscription sur les listes électorales

L'inscription sur les listes électorales ne sera effectuée qu'après vérification de la qualité d'électeur.

Les personnes qui remplissent les conditions pour être inscrits d'office sur les listes électorales, peuvent présenter des demandes de modification jusqu'au jour de la réunion du scellement des urnes à 12h00 (**mercredi 24 janvier 2024 au plus tard**).

Les personnes dont l'inscription sur les listes électorales est subordonnée à une demande doivent effectuer leur demande d'inscription cinq jours francs avant la date de scellement des urnes, soit le jeudi 18 janvier 2024 au plus tard. Dans ce cas, les formulaires de demande d'inscription ou de rectification doivent être préalablement visés par le Directeur de composante de rattachement du demandeur.

Les formulaires de demande d'inscription, disponibles en ligne, doivent être adressés dûment complétés par voie électronique à l'adresse suivante : daji.elections@univ-lyon1.fr

L'inscription sur les listes sera confirmée par retour de mail.

Annexe n°4 : Procédure de dépôt des candidatures

Le dépôt des candidatures est obligatoire. Seuls peuvent être candidats, les électeurs inscrits sur la liste électorale du collège considéré.

Les candidatures sont établies au moyen de formulaires mis en ligne sur l'espace intranet dédié aux élections du portail étudiant de l'université.

Les candidatures doivent parvenir à la direction des affaires juridiques et institutionnelles à l'adresse suivante : daji.elections@univ-lyon1.fr avant le **lundi 15 janvier 2024 à 12h00**, délai de rigueur.

Il est toutefois recommandé d'envoyer ou de déposer les candidatures au moins deux jours avant la date limite prévue afin de pouvoir régulariser celles-ci en cas d'irrecevabilité (ex : inéligibilité d'un candidat). Il sera accusé réception de chaque candidature, cet accusé de réception ne constitue pas une validation de la candidature, mais atteste qu'elle a été envoyée/déposée en temps utile.

Pour les représentants usagers, les déclarations de listes sont impérativement accompagnées d'une déclaration de candidature individuelle datée et signée par chaque candidat, à laquelle est jointe une photocopie de la carte étudiante 2022-2023, ou à défaut, le certificat de scolarité.

Lorsqu'il s'agit d'un scrutin de liste, chaque liste doit nécessairement comporter le nom d'un délégué qui est également candidat de la liste concernée afin de représenter celle-ci au sein du Comité Electoral Consultatif. Chaque liste doit également être composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.

En outre, pour les élections des représentants des étudiants, les listes doivent comprendre **au minimum un nombre de candidats correspondant au nombre de sièges titulaires à pourvoir** et au maximum un nombre de candidats égal au nombre de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

Le dépositaire de la candidature se verra remettre un accusé de réception qui ne constitue pas une validation de la candidature, mais qui atteste qu'elle a été déposée en temps utile.

Dans le cas où une personne souhaiterait être candidate alors qu'elle ne figure pas sur la liste électorale, sa déclaration individuelle de candidature devra impérativement être accompagnée d'une demande d'inscription sur la liste des électeurs. A défaut, sa candidature ne pourrait être validée par le Président de l'Université.

Les candidats peuvent transmettre lors du dépôt de leur dossier de candidature, avant le **lundi 15 janvier 2024 à 12h00**, un exemplaire de leur profession de foi au format PDF qui pourra être diffusé par la composante aux électeurs. Ce document ne doit pas dépasser deux pages A4 (21cm x 29,7 cm), en **noir et blanc**, et ne doit comporter aucune photographie (les logos sont acceptés). Il appartient au Président de l'Université de contrôler le contenu des professions de foi qui ne doit méconnaître aucune règle ni aucun principe, notamment lié au service public ou à la bienséance.